La Crise de la démocratie

Al-Balagh, 24 mai 1945.

Les affaires politiques mondiales ne se sont jamais compliquées, depuis que la reddition de l'Allemagne fut achevée, autant qu'elles se sont compliquées ces derniers jours ; car seules les grandes rivalités internationales occupaient autrefois l'opinion publique mondiale, alors qu'à présent d'autres rivalités, partisanes, sont venues s'ajouter à ces rivalités internationales — des rivalités au sein même de la politique intérieure de certaines grandes puissances.

Et comme ces rivalités intérieures emportent des conséquences considérables pour la politique internationale elle-même, l'attention qu'on leur porte s'est intensifiée, et les interprétations qu'on en donne, et les désaccords sur les conclusions à en tirer, se sont multipliés, au point que la politique étrangère elle-même vient désormais après ces problèmes de politique intérieure. Et le plus grave de ces problèmes intérieurs est, bien entendu, le problème de la Grande-Bretagne ; car la Grande-Bretagne occupe une position prééminente dans le monde entier, et entretient des relations complexes avec les grandes et les petites puissances, avec ses dominions indépendants, et avec son vaste empire — il n'est donc pas étonnant que tous ces États se préoccupent de tout ce qui se passe en Grande-Bretagne, et de tout ce qui pourrait avoir un effet sur sa politique étrangère et sa conduite envers les colonies.

Et l'origine de cette rivalité intérieure en Grande-Bretagne est tout à fait naturelle, et ne doit pas surprendre ; car la Grande-Bretagne fut gouvernée pendant la guerre par un gouvernement de coalition reposant sur l'accord de partis dont les programmes et les plateformes diffèrent profondément. Le Premier ministre M. Churchill avait cru que ce gouvernement de coalition se maintiendrait jusqu'à ce que la guerre dépose les armes, à l'Est comme à l'Ouest. Mais les événements ont montré, depuis quelque temps déjà, que cette coalition avait commencé à se fissurer, et que le désaccord entre les partis sur la politique étrangère elle-même était devenu trop grand pour que le ministère de coalition puisse y résister.

Il suffit de rappeler les événements de Grèce, naguère encore, pour voir que les partis alliés de Grande-Bretagne ne les ont pas considérés d'un même œil : les conservateurs les ont vus avec satisfaction, pour la manière dont la politique britannique avait traité et mené cette affaire,

les travaillistes les ont vus avec indignation, et les libéraux les ont vus d'un œil inquiet et hésitant. Et nous n'avons pas encore oublié ces manœuvres parlementaires auxquelles les travaillistes eurent recours pendant la crise grecque, afin de préserver, d'une part, leur liberté d'opinion et leur rejet de la politique du gouvernement, tout en préservant, d'autre part, la coalition elle-même, jusqu'à ce que la victoire en Europe fût acquise et que l'Allemagne eût déposé les armes.

M. Churchill a demandé, plus d'une fois, un vote de confiance à la Chambre des communes au sujet de sa politique grecque, et il l'a obtenu, mais l'a obtenu de façon incomplète : il a obtenu une confiance qui tenait presque de la simple formalité, puisqu'un très grand nombre de députés, approchant, voire dépassant, la moitié de la Chambre, n'assistèrent pas du tout au vote ; ainsi le Premier ministre a obtenu la confiance des présents, et a pu déclarer officiellement qu'il jouissait de la confiance de la Chambre — mais il pouvait bien voir lui-même que le soutien de la Chambre à son égard n'était ni fort, ni profond, ni digne d'être tenu pour acquis.

Et ce qui s'est produit à la conférence de Crimée fut une autre manifestation de cette fissuration de la coalition ; car les travaillistes et les libéraux s'indignèrent, et l'opinion publique britannique les appuya, de ce que le sort de la Pologne eût été réglé alors qu'elle se tenait elle-même à l'écart, et les événements qui suivirent montrèrent que ceux qui s'en indignaient n'avaient pas tort ; car la Pologne se trouve encore dans sa situation inextricable, ne prenant aucune part aux affaires du monde, et absente de la Conférence de San Francisco — parce que les Russes ont une certaine vue de son cas, tandis que les Anglais et les Américains en ont une autre, et qu'elle-même se trouve perdue entre les deux.

La vérité est que la politique étrangère britannique a suivi un cours droit, satisfaisant pour les travaillistes, les conservateurs et les libéraux à la fois, pendant l'épreuve, lorsque l'Allemagne était encore une puissance redoutée et son péril redouté, et lorsque les Alliés avaient un besoin pressant du soutien des forts comme des faibles, dans tous les coins de la terre. Mais une fois l'Allemagne vaincue en Italie et en France, et les Alliés commençant à envahir son propre sol, et les Alliés devenus certains de leur victoire, l'orientation de la politique étrangère britannique s'est quelque peu déplacée, et a commencé à retrouver, peu à peu, sa vieille coloration — celle qui consiste à saisir les occasions, à renforcer l'autorité impériale, à faire étalage de la puissance britannique, et à faire

sentir aux forts comme aux faibles que la puissance britannique est une force qui n'aime pas la faiblesse, et une sévérité qui n'aime pas la douceur.

Les traces de tout cela sont apparues dans la crise grecque, de même qu'une partie en est apparue au Proche-Orient ; des promesses jadis données ont été oubliées, des penchants jadis soigneusement dissimulés sont apparus au jour, et tout cela s'est bientôt heurté au souci qu'ont les autres grandes puissances elles-mêmes de conserver pour elles-mêmes l'influence et l'autorité qu'elles souhaitent garder. Dès lors, les travaillistes ont senti que les conservateurs avaient commencé à revenir à leur politique traditionnelle, et l'ont supporté un temps dans un silence plein de ressentiment, puis l'ont murmuré et déploré en le niant, puis ont exprimé ouvertement leur désaccord, déclaré franchement leur rejet, et exposé la coalition elle-même au danger.

Et si vous ajoutez à cela que la politique intérieure en Grande-Bretagne a suivi exactement le même chemin que la politique étrangère — la conduite des travaillistes n'y est pas davantage une surprise — car les conservateurs avaient accompagné leurs alliés travaillistes dans la guerre jusqu'au point extrême, ce qui les conduisit à étendre l'autorité de l'État sur tout, et à l'étendre avec une force qui ne connaissait ni indulgence ni relâchement, jusqu'à ce que beaucoup disent que la Grande-Bretagne se dirigeait rapidement vers le socialisme. Mais à peine le professeur Beveridge eut-il annoncé son célèbre rapport que les conservateurs sentirent un danger digne d'être pris en garde et de préparer sa résistance, et voilà que le rapport du professeur Beveridge fut mis de côté pour le moment, et voilà que les discours reprirent plutôt sur le droit des individus et des institutions à permettre à leurs propres personnes de travailler, d'innover et de produire.

Et ainsi les conservateurs ont commencé à retrouver quelque chose de leur propre liberté, revenant à leur politique traditionnelle, qui préfère l'évolution lente à la révolution en tout ce qui touche aux systèmes sociaux et économiques ; et les travaillistes ne sont pas pour autant inattentifs ou inconscients — ils ont remarqué ce glissement de la politique conservatrice dans les affaires intérieures comme ils l'avaient remarqué dans les affaires étrangères, et ils avaient déjà supporté la coalition à contrecœur depuis longtemps, si bien qu'une fois la guerre en Europe terminée, ils résolurent de recouvrer leur liberté, et la recouvrèrent en effet — mais ils sacrifièrent, pour cette liberté, une bonne part de ce sur quoi ils comptaient pour gagner les élections ; car

ils avaient voulu mener une longue campagne électorale calme, dans laquelle ils pourraient exposer leur cause une fois les cœurs apaisés dans les poitrines, une fois le peuple britannique revenu de l'ivresse de la victoire, une fois qu'ils pourraient juger les choses avec calme et patience, une fois que beaucoup de soldats combattants seraient rentrés chez eux pour entendre le peuple et lui parler, et une fois que le peuple pourrait décider lui-même de son sort avec réflexion et discernement.

Mais M. Churchill ne leur a laissé aucun répit, et ne leur a pas accordé cette longue et calme compétition ; il leur a donné au contraire le choix entre poursuivre la coalition jusqu'à la reddition du Japon, ou des élections au début du mois de juillet — et ils ont accepté le défi à contrecœur, qualifiant le projet de M. Churchill de manœuvre honteuse, en rejetant la responsabilité sur lui, et commençant leur propre campagne électorale depuis ce mardi passé.

Et le monde attend à présent l'issue de cette compétition qui se déroule entre ces trois partis, et attend l'effet que cette compétition aura sur la politique étrangère, et sur les relations entre la Grande-Bretagne et les grandes puissances d'une part, et les petites puissances d'autre part. La chose la plus simple qu'il convienne de dire aux Égyptiens en particulier, et à l'Orient arabe en général, c'est que les peuples fiers et indépendants doivent s'en remettre avant tout à eux-mêmes, et ne doivent pas s'en remettre à quelque revirement politique survenant ici ou là — tout en ne devant pas, en même temps, ignorer ce revirement politique, mais en tenir compte, et se préparer à en profiter s'il se révèle favorable, et à s'en garder s'il se révèle alarmant.

Mais cette crise démocratique intérieure ne se limite pas à la seule Grande-Bretagne ; car il semble qu'il existe en France quelque chose qui ressemble, elle aussi, à une crise démocratique — les élections municipales ont montré que la France se déplace nettement vers la gauche, et tout indique qu'il existe, au sein du peuple français, une anxiété considérable à regarder vers son proche avenir et vers l'ordonnancement de ses propres affaires intérieures. Léon Blum, chef du Parti socialiste, a prononcé son dernier discours, qui a montré que les affaires en France ne vont pas d'une manière qui invite au contentement et à l'aisance. Le passage le plus remarquable du discours de Léon Blum est cette déclaration : « Le fait de rendre service à la patrie, quelque grand qu'il soit, ne confère à celui qui le rend aucun droit particulier dans un pays démocratique — il ne lui confère un droit que dans un pays dictatorial ; car rendre service à une patrie démocratique est un devoir

qui incombe à tous les citoyens également, exigé par la nature même des choses. »

L'insinuation contenue dans ces paroles est assez claire, de même que sa déclaration suivante : que la France doit atteindre sa grandeur par la voie de l'union entre ses citoyens, et de la coopération dans la réalisation de la justice sociale dans la vie intérieure, et dans la réalisation de la justice sociale entre les nations — afin que le fort ne fasse pas de tort au faible, et que le puissant ne monopolise pas les affaires à l'exclusion de ceux qui n'ont aucune part de force ou de puissance. Ce programme, si bref soit-il, s'il dépeint quelque chose, dépeint l'idéal le plus élevé de justice, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur — mais l'idéal le plus élevé est une chose, et la vie réelle en est une tout autre.

Vous observerez que les problèmes de politique intérieure ont, ces derniers temps, presque fini par dominer les problèmes de politique étrangère — et je ne sais si je me trompe ou si j'ai raison de le dire. Mais je sens que certains des problèmes les plus aigus de l'Europe ont commencé à perdre quelque chose de leur acuité ; car le problème de Trieste est sur le point d'atteindre une solution satisfaisante tant pour les Alliés d'une part que pour les Yougoslaves d'autre part, et je ne pense pas que les prochains jours se passeront sans qu'on annonce qu'un accord complet, bien que provisoire, a été conclu entre eux.

Il y avait aussi le problème du gouvernement en Allemagne, Moscou s'indignant profondément du maintien d'un gouvernement allemand présidé par l'amiral Dönitz — et ce problème a été résolu désormais par l'abolition de ce gouvernement et l'arrestation de tous ses membres. Quant au problème polonais, il a été ajourné en attendant la reprise des négociations — mais ces négociations reprendront-elles avec le gouvernement britannique provisoire que M. Churchill forme à présent, ou avec le gouvernement que produiront les élections ? Ce qui est clair, c'est que la Pologne ne prendra aucune part à la Conférence de San Francisco ; mais ce qui est tout aussi clair, c'est que la Conférence de San Francisco est devenue à présent une affaire de second ou de troisième rang, ayant perdu une très grande part de son poids antérieur, si bien que la Pologne perdra peu de choses à n'y avoir pris aucune part. Et qui sait — peut-être viendra-t-elle un jour à se sentir reconnaissante de ces circonstances rudes qui l'ont tenue écartée de toute participation à cette conférence.